

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



vendredi 27 septembre 2013

Un nouvel ordre pour un nouveau monde

Sejo VIEIRA

En 1968, pendant une réunion du très discret groupe Bilderberg, une personnalité américaine, George Ball, sous-secrétaire d'État aux affaires Economiques dans le gouvernement de J.F.Kennedy et administrateur des banques Lehman Brothers et Kuhn Loeb, suggéra la création d'un conglomérat multinational qui chercherait à acquérir les grands patrimoines mondiaux, par coercition économique sans avoir besoin d'utiliser des moyens militaires. Comme une pieuvre, il tendrait ses tentacules en tous les pays du monde, incorporant, à travers des fusions et des acquisitions, tous les actifs possibles jusqu'à soumettre les États-nations à une banque Centrale Privée.

C'est à partir des années 70 que de groupes privés commencèrent à agir sur les politiques des états et à mettre à profit les avantages de la nouvelle panacée du capitalisme, la mondialisation. Cependant, l'idée d'une "stateless global governance", un gouvernement mondial, sans l'intervention des états-nation n'était pas une nouveauté.

Au début du XXème siècle, John F. Hylan (1868-1936), maire de New York de 1918 à 1925 avait averti : « *La véritable menace pour nos républiques est le gouvernement invisible qui comme une pieuvre géante étend ses tentacules gluants autour de nos villes, états et nations.* »

En 1950, un membre du *Council on Foreign Relations* (CFR), James Paul Warburg, dans un discours prononcé au Sénat américain, déclara : « *Nous aurons, un jour, un gouvernement mondial que nous le voulions ou non. La seule question à se poser, c'est de savoir si le Gouvernement Mondial sera instauré par l'adhésion, ou par la conquête.* »

Norman Cousins (1915-1990), directeur honoraire de l'organisation *Planetary Citizens for the World We Chose*, revint sur ce sujet en 1985, en avouant : « *Le Gouvernement Mondial arrive. A vrai dire, il est inévitable. Aucun argument pour ou contre lui ne peut changer ce fait.* »

En Juin 1991, le banquier David Rockefeller se laissa aller à des confidences, dans une réunion de la Commission Trilatérale : « *Nous remercions le Washington Post, le The New York Times, le Time Magazine et d'autres grandes publications, dont les directeurs, en respectant notre demande de totale discrétion, le long de ces quarante années, permirent que nous développions notre plan pour le monde, ce qui n'aurait pas été possible si nous avions été, pendant tout ce temps sous les feux de la rampe. Mais le monde est, maintenant, plus sophistiqué et prêt pour une gouvernation mondiale. La souveraineté d'une élite supranationale, composée par des*

intellectuels et des banquiers est préférable à toutes les souverainetés qui ont dirigé les nations, ces derniers siècles. »

Le 23 Septembre 1994, le même individu déclarait : « *Une si opportune occasion, pendant laquelle un ordre mondial pacifique et interdépendant peut être construit ne se présentera pas une autre fois. Nous sommes au début d'une transformation globale. Ce, dont nous avons besoin, c'est d'une crise appropriée, et les nations accepteront le Nouvel Ordre Mondial.* » En Février 1999, pendant une interview au Newsweek) il affirma : « *Quelque chose devra remplacer les gouvernements politiques. Le pouvoir privé, est, me semble-t-il, l'entité la plus adéquate pour accomplir ce projet.* »

Accusé de fomenter une conspiration pour implanter un nouvel ordre, ce banquier confia dans son livre de mémoires, publié en 2002 : « *Il y a des gens qui croient que nous, ma famille et moi-même, faisons partie d'une conspiration secrète qui a pour but, organiser un plan contre les intérêts des États-Unis, nous désignant comme des conspirateurs et nous accusant de concevoir une politique global plus intégrée dans une structure économique mondiale. Si c'est de cela dont on parle, je me déclare coupable et fier de l'être.* »

Deux membres importants de l'administration Clinton, Carroll Quigley, conseiller du président et Strobe Talbot, secrétaire d'état se prononcèrent, aussi, sur l'avènement d'une gouvernation mondiale. Le premier révéla l'existence d'une élite de plusieurs nationalités, financière, anonyme, dont le but, serait, dit-il, de « *créer un système mondial de contrôle financier aux mains des privés, capable de dominer, comme un tout, la politique de chaque pays et l'économie du monde, un contrôle, type organisation féodale, dans laquelle toutes les banques centrales du monde agiraient d'une forme concertée, par des accords secrets.* »

Strobe Talbot, lui, prédit : « *Au prochain siècle, les nations comme nous les connaissons seront désuètes. Tous les états reconnaîtront une seule autorité centrale. La souveraineté nationale n'était pas une si bonne idée après tout.* »

« *L'État-nation en tant qu'unité fondamentale de l'organisation sociale de l'homme, cessa d'être la principale force créative. Maintenant, les banques et les entreprises multinationales agissent et planifient en termes qui dépassent les concepts politiques d'un État-nation.* » (Zbigniew Brzezinski). Conseiller en sécurité nationale des Etats-Unis, pendant la présidence de Jimmy Carter (entre 1977 e 1981).

C'est à partir de 1913 que les successifs gouvernements de l'Amérique, alors, considérée, déjà, comme la plus grande puissance économique du monde, acceptèrent de se soumettre aux règles d'Wall Street, le saint des saints de la puissante banque globale.

Déjà au début de l'ère industrielle, les banques, d'abord en Angleterre, ensuite aux États-Unis, commencèrent à rassembler des forces de manière à constituer des conglomérats puissants capables d'influencer et même de diriger les politiques des grandes puissances.

En 1906, après une décennie d'euphorie boursière sur les places de New York et Londres, un réseau de 98 banques américaines, parmi les plus riches, créa un club privé qui se proposait d'agir comme une espèce de « pouvoir de l'ombre ».

Mais, suite au crash de 1929, divers mécanismes de régulation du système bancaire furent activés, afin de parer aux habituelles pratiques frauduleuses des banquiers. Il y avait urgence à protéger les dépôts bancaires pour sauvegarder l'épargne des citoyens.

La banque d'affaires Goldman Sachs, une des banques visées, conciliait en une unique institution, dans une claire violation de la loi, les activités de dépôt, d'investissements et d'assurances.

Dès l'entrée en fonctions du président Franklin Roosevelt, le congrès adopta la loi Glass-Steagall, connue aussi par *Banking Act of 1933*. Elle faisait partie des différentes mesures gouvernementales d'assainissement du système financier. Elle réaffirmait surtout la souveraineté de la nation, en ce qui concerne le contrôle de la monnaie.

Quand les banquiers comprirent qu'ils allaient perdre leurs habituels bénéfices, ils tentèrent par tous les moyens de « assassiner » la nouvelle loi. Soixante-dix ans durant, ils dépensèrent des millions de dollars pour la faire annuler. Ils finirent par y arriver, avec la bénédiction du président Ronald Reagan. En 1982, la loi Garn-St-Germain fut promulguée, permettant ainsi, de déréguler à nouveau le système bancaire et le système financier.

Parmi les grands manipulateurs du système financier global, la Goldman Sachs, fondée en 1869, est une des grandes étoiles de l'univers de la Banque globale. Banque d'affaires spécialisée dans le financement des grosses entreprises, son pouvoir est visible en toutes les situations de crise et de rupture des économies nationales. Dérégulation des marchés, attaque à la monnaie européenne et crise grecque sont quelques-uns de ses faits les plus récents. En 2008, quand éclata la crise des subprimes, on savait peu de choses sur la Goldman Sachs.

On sait maintenant que ce vedettariat subit lui vient de ses relations hautement placées dans les sphères de la politique mondiale : commissaires de l'Union européenne, secrétaires d'État du Trésor américain et directeurs de banques centrales travaillèrent pour la Goldman.

Henry Paulson fut son numéro deux, avant de devenir secrétaire au Trésor de George W. Bush ; Robert Rubin fut patron de la Goldman, après avoir été

secrétaire du Trésor de Bill Clinton ; Donald Sutherland, ex-commissaire européen, président de la Goldman Sachs international ; Mario Draghi, le nouveau président de la BCE, ex-gouverneur de la Banque d'Italie, vice-président de la Goldman Europe International et ex-commissaire européen ; Mario Monti, le premier-ministre qui remplaça Berlusconi, ex-commissaire européen, conseiller en affaires à la Goldman ; Lucas Papademos qui remplaça, au début de la crise grecque, le premier-ministre sortant fut un ancien fonctionnaire de cette banque. À travers ce réseau impressionnant de relations, cette institution devint une des plus importantes banques mondiales. La crise bancaire, en 2008, l'aida à consolider ses positions internationales, la fortifia et l'installa confortablement dans la antichambre des maîtres du monde.

Banquiers, patrons des multinationales, gestionnaires de fonds d'investissements, poids lourds de l'oligarchie mondiale, voilà la fine fleur des oligarques qui tirent les ficelles au sein du Pouvoir Privé Global.

Des gens de bien ? Voyons ! Pendant leurs réunions dans les grands sanhédrins de la mondialisation, ils se conduisent comme des gentlemen. Dans les coulisses de la grande arène de la concurrence et de la compétition, ils révèlent leur vraie nature, deviennent des combattants impitoyables, de vrais assassins. Ils bataillent entre eux, au sein des groupes, des entreprises, se jettent comme des carnassiers sur leurs rivaux et les dévorent.

Tout est permis pour aiguïser leur faim de gains, alimenter leur voracité : fusions, alliances, manœuvres spéculatives, crises financières, crashes boursiers. Leurs maximes sont « dévorer ou se faire dévorer, tuer ou se faire tuer », « gagner les marchés », « anéantir les concurrents ».

Dans la jungle où ces gens déambulent, un implacable darwinisme arbitre leurs guerres fratricides. Les vainqueurs constitueront le noyau de l'ordre nouveau. Celui-ci épuré, fortifié, débarrassé des faibles, des indécis, rassemblera, alors, la natte des puissants, prêts à avancer et à anéantir - c'est ça l'objectif - l'humanité inutile, celle qui est en trop !

Pour vaincre les forces ennemies - les classes moyennes mondiales-, les ploutocrates devront s'unir. Aucun d'eux, isolé, n'y arrivera pas. L'union fait la force. C'est une question de bon sens. Regardez comment agissent les loups devant une proie de grande taille capable de se défendre, ils appliquent des stratégies de groupe.

Pour comprendre la logique et la détermination du front belliciste néolibéral, il suffit d'évoquer les totalitarismes de jadis : le goulag staliniste, la bestialité nazi, le génocide perpétré par les illuminés khmers rouges, les génocides en Afrique, et plus récemment, dans les Balkans, entre 1991 et 2001, les « nettoyages » ethniques et nationalistes. N'oublions pas que dans la « démocrate » Angleterre, en plein XXème siècle, les revendications des catholiques irlandais furent réprimés dans le sang et dans le martyre et, que

les successifs gouvernements des États-Unis imposèrent au monde, pendant des décennies des guerres et des interventions militaires en d'abjectes croisades au nom d'une prétendue liberté. Notre histoire récente est jalonnée, hélas, des pires monstruosité politiques, idéologiques et religieuses. Ce nouveau totalitarisme est un héritier idéologique digne des totalitarismes du XXème siècle.

Jean Jaurès disait : *le capitalisme c'est la guerre*. Le néolibéralisme c'est le génocide !

Dans leur marche vers le Pouvoir Absolu, les nouveaux maîtres du monde ne peuvent se passer d'une cohorte de fidèles et dévoués apparatchiks. Véritables rouages de la grande machinerie totalitaire, ils assureront la liaison entre le haut de la pyramide et les autres niveaux : idéologues, gourous, leaders charismatiques, chefs religieux, chefs de guerre, commissaires politiques, commis d'état, gestapistes/kgbistes, technocrates, politiciens, gestionnaires de grandes banques et entreprises, économistes, propriétaires des médias, journalistes. Une partie significative de cette armée de l'apocalypse, prête pour porter la guerre aux classes moyennes de l'occident appauvri, œuvre déjà au sein des principales organisations néolibérales : FMI, OMC, Banque Mondiale, FED, Commission Européenne, BCE, OCDE, European Round Table.

Très prochainement, après le total anéantissement de toutes les structures de défense des citoyens libres, les états se verront dépossédés de leurs principales prérogatives politiques et sociales. Ils ne garderont que de simples fonctions administratives, parmi lesquelles les coercitives (tribunaux et police). Ils cesseront d'être des états-nations, deviendront des états policiers. Puis, petit à petit, la citoyenneté étant disparue définitivement, ils finiront par se transformer en d'immenses comptoirs commerciaux. L'empire aura triomphé.

Tocqueville, vers 1835, après son voyage en Amérique, reconnut que les vices des gouvernants et l'imbécilité des gouvernés étaient monnaie courante dans les démocraties. Il prévoyait qu'une nouvelle espèce de despotisme menacerait un jour les peuples de la Terre et que celui-ci ne ressemblerait, d'aucune forme, à ceux qui avaient existé, jusque-là, dans le monde.

Un peu plus de 7.000 individus, dont les fortunes sont impossibles de chiffrer forment la société ultra-puissante de la oligarchie mondiale. Ils dirigent l'économie global, manipulent tout ce qui a un rapport avec le système financier, l'industrie et le commerce, commandent nos gouvernements en définissant leurs politiques économiques, sociales et culturelles.

Il est difficile de savoir qui, de cette oligarchie appartient à la très secrète super élite des maîtres du monde, mais tous communient d'un même rêve : imposer un pouvoir privé à toutes les nations de la Terre.

Ils occupent le faite de la pyramide social et, dans l'histoire des nations, aucune élite n'aura jamais jouit d'autant de privilèges et de pouvoir. Leurs membres fréquentent des organisations très discrètes, quelques-unes agissant sous le sceau du secret comme par exemple la Commission Trilatérale et le CFR, *Council on Foreign Relations*.

La Commission Trilatérale jouera, surement un des rôles déterminants dans la guerre aux populations mondiales. C'est une très discrète organisation privée, fondée par David Rockefeller, fréquentée par un groupe de plus de 325 personnalités, leaders dans les secteurs d'affaires, de la politique, des médias et des nouvelles technologies.

Dans son livre "With no Apologies", publié en 1979, le sénateur républicain Barry Goldwater, candidat présidentiel, battu en 1964, en se référant à cette organisation, affirma : « *La Commission Trilatérale aura un important pouvoir de consolidation, à l'échelle du monde, des intérêts des multinationales, banques et entreprises, en prenant le contrôle du gouvernement des États-Unis d'Amérique. La Commission se dotera de tous les moyens possibles afin d'imposer les quatre axes de la gouvernation : politique, monétaire, intellectuel et ecclésiastique* ».

Six présidents de la Banque Mondiale, nommés par des présidents des États-Unis firent partie de la Commission Trilatérale. De nombreux trilatéralistes eurent des fonctions de premier plan dans plusieurs administrations américaines. Des présidents de la FED appartiennent à la Commission. Pendant la présidence de Jimmy Carter, la Commission Trilatérale, poussée par Zbigniew Brzezinski, un de ses fondateurs et conseiller du président, réussit à s'infiltrer dans les plus hautes sphères du gouvernement et passa à contrôler des secteurs stratégiques en politique, économie et finances. De grandes multinationales comme Coca-Cola, IBM, CBS, Bank of America, Caterpillar Tractor, ExxonMobil, Deere & Company, Chase Manhattan Bank ont de liens solides avec cette organisation. Beaucoup de ses membres occupent d'importants postes dans les principales institutions des affaires, de la finance et de la politique américaines.

Les membres européens de la Commission Trilatérale veillent sur ses intérêts au sein de grandes institutions du continent. La constitution européenne de 2003 fut rédigée par le trilatéraliste Valéry Giscard d'Estaing, ex-président de la république française.

Au sein de ces organisations, dans les réunions du G20, dans les conseils d'administration des banques, des multinationales, des fonds d'investissements et des assurances, dans le secret des entretiens entre les gourous d'économie, en des endroits comme Davos ou au cœur de la FED et de Wall Street, les conspirateurs du Pouvoir Privé Global, figolent, avec discrétion et détermination leur projet d'anéantissement des populations mondiales excédentaires.

Il est probable que, de tous les noms qui remplissent les listes des plus riches du monde, seule une minorité appartiendra au club des hallucinés qui rêvent d'un nouvel ordre mondial. Mais parmi les membres de la grande oligarchie globale lesquels ne s'aperçurent pas que la mondialisation est un colosse aux pieds d'argile ?

« *Quand nous recevons la gouvernation d'un pays, ce ne sera pas à nous de prendre les décisions. Ce seront des présidents virtuels qui les prendront à notre place.* » (Bill Clinton)

Qui donc détient le Pouvoir sur la planète et définit ses structures, ses stratégies, les traités et les liens entre tous ses protagonistes ? Existe-t-il un gouvernement de l'ombre qui conçoit et organise le système ou ne s'agirait-il plutôt d'un engrenage aveugle, déclenché par des mécanismes occasionnels, incontrôlables ?

Commençons par celui qui occupe le devant de la scène, considéré par l'opinion publique, les médias et les analystes comme le plus puissant des hommes, le président des États-Unis. Aura-t-il, effectivement, un pouvoir sur l'économie, le social, la diplomatie ? Que signifie donc, ce pompeux titre de chef suprême des forces armées ?

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, il n'y eut que trois présidents, Nixon, Reagan et George Bush père (il fut responsable de la CIA, avant de devenir président) qui détenirent une petite parcelle du Pouvoir Privé Global. Les autres, Bush fils, Clinton, Carter, Ford, Johnson, ne furent que de simples acteurs dans une grande farce appelée « démocratie américaine ».

Un seul président affronta les lobbys qui détiennent le Pouvoir, John F. Kennedy. Il fut assassiné le 22 Novembre 1963 et on ne saura jamais par qui ni pourquoi. Son prétendu assassin, assassiné lui aussi, par un élément de la mafia américaine, ne put être investigué ni jugé. On sait pourtant que le 14 Juin 1963, cinq mois avant son assassinat, le Président signa un décret présidentiel, le EO 11110 (*Executive Order 11110*) qui, en mettant fin à une autre acte, la 10289, retirait à la FED le pouvoir d'émettre de la monnaie.

Un autre président, Abraham Lincoln, osa affronter le pouvoir des banquiers. Il obtint du Congrès une loi qui permit à son gouvernement d'émettre de la monnaie. Il fallait trouver de l'argent pour payer les dépenses de la guerre contre le Sud. Les intérêts usuraire exigés par les banques se situaient autour des 30% ! Lincoln gagna la guerre et détrôna les banquiers.

Cinq jours après la fin de la guerre, il fut assassiné par John Wilkes Booth, défenseur de l'esclavage et très lié aux grandes familles du sud.

La vengeance des banquiers fut rapide et sans appel : ils fermèrent le robinet du crédit aux particuliers et aux entreprises. Cette année-là, plus de 50.000 entreprises industrielles et commerciales firent faillite.

Qu'ils soient républicains ou démocrates, les candidats présidentiels auront à subir de nombreux tests de fidélité aux contrôleurs du système, avant de commencer à rêver du *wonderful job*, car du président jusqu'au plus anonyme des membres du Congrès, en passant par les vice-présidents, secrétaires d'État, sénateurs, tous les intervenants dans le jeu politique devront obéir aux ordres qui viennent d'en haut.

Les présidents de la plus grande nation de la planète jouent volontairement le seul rôle digne de leur fonction, celui de marionnette des vrais puissants.

En vérité, les vrais puissants ne parquent pas, ne se montrent jamais dans les vitrines du « grand monde ». Derrière les coulisses de la gouvernation ils manipulent, corrompent, se servent d'une arme extrêmement efficace, l'influence.

L'administration Bush fils qui marqua, tragiquement, l'histoire des États-Unis est celle qui comptabilise le plus grand nombre de cas d'influence et de corruption. Du scandale de l'entreprise Enron jusqu'à la puissance manipulatrice de groupes comme Carlyle, la liste des turpitudes politiques est longue.

En 1961, quand le président D. Eisenhower qui fut militaire de carrière laissa ses fonctions, alerta le peuple américain contre l'influence des industries de la Défense sur le pouvoir politique. Cela n'empêcha pas le lobby de l'armement de devenir avec le lobby financier (Wall Street et Cie), le plus puissant au sein de l'administration américaine.

Conflits nationalistes, ethniques, politiques, guerres régionales sont une mine d'or pour les industries militaires, et les présidents des États-Unis se retrouveront, toujours, pieds et poings liés par les arguments des aficionados des boucheries guerrières. Ennemis inflexibles de la solidarité sociale, ce sont eux qui font avorter le financement de la santé pour les cinquante millions de pauvres américains.

L'influence des privés sur l'administration de l'état est inscrite dans l'ADN national et détermine, logiquement, le caractère fascisant de la démocratie américaine.

Carlyle et congénères, puisent leur force dans des réseaux mondiaux d'appuis politiques. Maniant adroitement fortunes et influence, leurs dirigeants réussissent à manipuler les faux puissants et, protégés par la loi, utilisent les renseignements qui pourront favoriser leurs objectifs, faire main basse sur les entreprises publiques et patrimoines nationaux, dans les pays secoués par des crises financières. Ils sont maîtres dans ce genre de jeu et atteignent les sommets du Pouvoir grâce à leurs fortunes mais aussi à leur virtuosité dans la manipulation des Puissants. Ne fréquentent-ils pas l'autel des dieux de l'olympie néolibéral, très au-dessus des présidents et de toute la grande

famille politique qui gouverne les nations ?

N'oublions pas que ce sont eux qui inspirent et créent les projets liberticides du totalitarisme du XXIème siècle.

Sejo Vieira

<http://www.legrandsoir.info/un-nouvel-ordre-pour-un-nouveau-monde.html>